

## Études internationales



Gaude, Jacques (sous la direction de). *Phénomènes migratoire et politiques associées dans le contexte africain : Études de cas en Algérie, au Burundi, en République-Unie du Camroun et en Haute-Volta*. Genève, Bureau International du Travail, 1982, 306 p.

Marie-Blanche Tahon

Volume 15, numéro 3, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701723ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701723ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tahon, M.-B. (1984). Compte rendu de [Gaude, Jacques (sous la direction de). *Phénomènes migratoire et politiques associées dans le contexte africain : Études de cas en Algérie, au Burundi, en République-Unie du Camroun et en Haute-Volta*. Genève, Bureau International du Travail, 1982, 306 p.] *Études internationales*, 15(3), 651–653. <https://doi.org/10.7202/701723ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é  
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

tuelles du système capitaliste mondial. Il n'y a plus aucune rupture avec la logique capitaliste actuelle, même s'il subsiste effectivement des stratégies et des intérêts contradictoires entre pays producteurs et firmes multinationales de l'aluminium.

Bien que cette question sorte du cadre de l'ouvrage de B. Campbell, il serait intéressant de savoir pourquoi ce mouvement de délocalisation partiel apparaît beaucoup plus lent que celui qui s'est déjà produit plus complètement dans un secteur connexe: celui du cuivre. Le fait que l'industrie de l'aluminium dépende d'une poignée de géants beaucoup plus verticalement intégrés que dans l'industrie du cuivre en serait-il pour quelque chose? L'importance plus stratégique (surtout sur le plan militaire) de l'aluminium entre-t-il en ligne de compte pour expliquer une plus grande résistance à la délocalisation?

Quoiqu'il en soit, la filière de l'aluminium est en pleine restructuration. Les nombreux projets de délocalisation qui voient le jour dans d'autres pays de la périphérie (Zaire et Cameroun) en témoignent. De nouveaux procédés technologiques sont dorés et déjà opérationnels au centre (aluminium de seconde fusion, prodédé H +) et il y a fort à parier que la filière traditionnelle (première fusion) peut aisément se délocaliser sous forme de ventes de brevets, d'usines clés sur porte, etc...

On ne saurait trop souligner en conclusion le mérite du type d'analyse fourni par l'auteur: la stratégie des groupes industriels, voire l'étude d'un produit requièrent une attention soutenue pour expliquer un capitalisme actuellement en restructuration. À cet égard, on ne peut plus aujourd'hui se contenter de discours sommaires sur l'évolution du Capitalisme (avec un grand C), qu'ils soient marxissants ou néo-libéraux.

Jean-Claude WILLAME

Centre d'Étude et de Documentation Africaines  
Bruxelles

GAUDE, Jacques (sous la direction de). *Phénomène migratoire et politiques associées dans le contexte africain: Études de cas en Algérie, au Burundi, en République-Unie du Cameroun et en Haute-Volta*. Genève, Bureau International du Travail, 1982, 306 p.

Ce livre présente quatre études de cas nationaux: l'Algérie, le Burundi, le Cameroun et la Haute-Volta précédées d'une introduction méthodologique censée dégager le canevas de ces études particulières.

Après avoir souligné l'importance des migrations rurales dans l'Afrique contemporaine et fourni une typologie de celles-ci selon leur destination, leur durée et le statut du migrant avant le départ, J. Gaudé identifie quatre causes aux migrations: historiques, psychosociales, démographiques et économiques. Il insiste sur la difficulté d'indiquer une cause déterminante car elles jouent toutes à des degrés divers selon les occurrences. Se pose ensuite la question des effets des migrations sur la production rurale, la distribution des revenus et le chômage urbain. Un lien direct étant difficile à établir entre d'une part migration et d'autre part productivité rurale et redistribution des revenus, l'auteur propose l'examen de quelques conséquences directes des migrations: absences dans le village, liens entre migrations et technologie, envois d'argent, migrations de retour. Une quatrième section de l'introduction est consacrée à l'élaboration d'une typologie des politiques associées aux migrations. Théoriquement, les politiques devraient découler d'une analyse des causes et des effets des migrations sur la base de la connaissance des flux principaux en volume, direction et structure. La pratique est toutefois moins aisée tant par le caractère antagoniste de certaines mesures (ex. en matière de revenus) que par l'aspect paradoxal de certains effets des migrations. Il s'agit dès lors de procéder à des évaluations des flux, causes et effets de manière à ce que puissent prioritairement être prises en compte les migrations qui produisent les effets réels ou potentiels les plus négatifs pour la société, soit « celles qui ne corrigent pas spontanément les disparités socio-économiques qui leur ont donné naissan-

ce » (p. 26) afin d'établir une priorité dans les politiques à mettre en place en tenant compte de leur intégration ou de leur complémentarité aux politiques déjà formulées en la matière. Dans la pratique, en plus du fait que les gouvernements ne semblent guère avoir une conscience politique claire des problèmes migratoires et de leurs conséquences, la tâche de les aider à formuler une politique palliative ou corrective est complexe à plus d'un titre. Se posent d'une part le problème de la compatibilité entre une politique migratoire et l'ensemble de la politique gouvernementale et d'autre part celui des ajustements entre des mesures à prendre à l'égard des différents groupes défavorisés dont les intérêts peuvent être divergents sinon contradictoires (ex. ruraux/urbains défavorisés). Les politiques visant à modifier ou à réorienter les flux migratoires peuvent prendre différentes formes qui se combinent : directes/indirectes, pro/antimigratoires, conjoncturelles/structurelles. De là seront dégagées diverses stratégies tant pour le milieu rural qu'urbain. Gaudé en énonce quelques-unes (pp. 29-30) tout en soulignant que l'ensemble de ces politiques n'est ni limitatif ni non plus exécutable simultanément si l'on tient compte des ressources limitées de l'État. Le coût qu'elles nécessitent exige, dit-il, « un changement profond du fonctionnement des circuits monétaires et financiers et des projets internationaux » (p. 30).

Cette introduction – sans doute la partie la plus ingrate à lire mais aussi à rédiger – remplit bien la fonction qu'elle se fixe : elle fournit au lecteur une grille *technique* de lecture des études de cas ensuite présentées. Il n'est pas possible ici de rendre compte de chacune d'elles dans le détail.

L'idée centrale de la contribution d'A. Benachenhou, « Politiques rurales et migrations internes en Algérie » (pp. 41-101), se fonde sur la distinction entre exode agricole et exode rural. Tenant compte de la situation spécifique algérienne (colonie de peuplement essentiellement rurale pendant 132 ans et développement de l'industrie lourde après l'indépendance basé surtout sur la rente pétrolière), l'auteur défend la thèse que « l'exode rural a des fondements historiques lointains qui ont

forcé le paysan à s'intégrer massivement au marché de la force de travail, d'abord rural et ensuite urbain ». Cela étant, « le rythme actuel de cet exode rural, pour une situation démographique donnée, est fonction des aspects nouveaux de la politique économique et de ses effets sur le marché de la force de travail. L'un de ces effets est l'approfondissement de la tendance au caractère national du marché de la force de travail ». L'effet conjugué de la demande de la force de travail supérieure en dehors de l'agriculture et des disparités salariales entre activités agricoles et non agricoles pour un niveau comparable de qualification a alimenté « un exode agricole important, partiel ou total, qui s'est transformé progressivement en exode rural » (pp. 47-48). Dans une situation où l'Algérie est de plus en plus amenée à s'approvisionner en biens alimentaires sur le marché international, Benachenhou défend, tout en le nuancant (p. 91 et sv.), le point de vue selon lequel la croissance des rendements à promouvoir implique une baisse de l'emploi agricole. Il préconise également l'abandon ou la mise en veilleuse d'une politique des prix au profit d'une politique d'investissement ainsi qu'une réorganisation du système de commercialisation. L'auteur promeut le développement de l'emploi non agricole rural par la mise en place d'une économie locale non agricole qui favorise la satisfaction des besoins de consommation de la population. Cette thèse paraît relativement réaliste, elle est, en tout cas, brillamment défendue. On peut toutefois regretter que les données sur lesquelles elle se base soient assez anciennes : les dernières statistiques agricoles datent de 1973 ! Des éléments qui fondent l'analyse ont disparu ou ont, en tout cas, pris une autre forme, ainsi des transferts de fonds des immigrés à l'étranger. Par ailleurs, se conformant en cela aux statistiques et aux données officielles, Benachenhou ne prend en compte que la population active masculine.

L'étude d'A. Guichaoua, « La mobilité rurale en Afrique des hautes terres centrales surpeuplées » (pp. 103-164) est d'un accès assez malaisé dans la mesure où le lecteur ne peut se référer que trop minimalement à des données historiques, sociologiques et politi-

ques concernant ce pays, le contexte migratoire étant essentiellement abordé dans sa structure écologico-démographique en référence aux minutieuses délimitations administratives des provinces. Les clivages ethniques ne sont pas présentés même si l'auteur fait plusieurs fois allusion, de manière entendue, aux troubles des années 72-73 et la nature du pouvoir en place depuis 1976 n'est guère précisée – « prise du pouvoir par un Comité suprême révolutionnaire » (p. 133) – pas plus que les modalités générales du fonctionnement de l'économie (privée/nationalisée?). Il est vrai que la bibliographie semble assez riche. Cela étant, le cas du Burundi paraît intéressant à observer dans la mesure où ce pays ne connaît que des migrations intrarurales puisqu'il ne dispose pratiquement pas de centres industriels.

Les contributions de C. Bessat et J. Trouvé sur le Cameroun, « L'exode rural des jeunes et les politiques de développement » (pp. 165-237) et de J. Trouvé et C. Bessat sur la Haute-Volta, « Les migrations rurales voltaïques: saignée ou facteur de développement national? » (pp. 239-298) sont, par contre, d'un accès aisé même pour des non-spécialistes de ces pays. Le canevas mis au point dans l'introduction sous-tend les exposés basés sur une présentation satisfaisante des conjonctures actuelles. Les politiques associées aux migrations sont discutées en tenant compte des divers acteurs sociaux du monde rural, ce qui fournit une analyse dynamique des intérêts contradictoires des chefs de famille, des femmes et des jeunes. Cette analyse paraît particulièrement bien menée pour le Cameroun. Ces deux études semblent être le résultat d'une connaissance empirique du domaine. À l'instar de Benachenhou, les auteurs sont également sensibles aux politiques rurales à mener au regard des politiques agricoles.

L'ensemble de ce livre est d'un intérêt certain. On soulignera cependant – son titre ne l'indique pas – qu'il se limite au phénomène migratoire rural, le contexte africain ne l'impliquant pas nécessairement. Il est publié par le BIT – ce que le lecteur sait, par contre, d'entrée de lecture – ce qui implique, notamment, une vision macroéconomique et macro-sociale

parfois frustrante. Cet aspect est atténué dans les deux dernières contributions.

Marie-Blanche TAHON

Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal

## ASIE ORIENTALE

BOBROW, Davis B.; CHAN, Steve et KRIGEN, John A. *Understanding Foreign Policy Decisions: The Chinese Case*. New York. The Free Press, 1979, 256 p.

Ce volume résulte d'une étude parrainée par le Pentagone et effectuée par un groupe de gens que je pourrais au mieux caractériser comme l'« aile gauche » de l'établissement universitaire de la défense. Optant pour ce qu'ils désignent sous le nom de concept cybernétique de la communication, ces gens posent en prémisse que présumer que les autres sont trompeurs, hostiles ou incompétents peut seulement avoir pour résultat une politique désastreuse. Ils mettent de l'avant une structure d'interprétation établie à partir d'une approche qui consiste à simuler une réaction à un stimulus de façon à élucider la manière dont la société décrit, explique et prédit les actions des autres, de même que la manière dont elle provoque l'action désirée.

De façon méthodologique, l'étude tente de comparer le comportement chinois dans plusieurs situations conflictuelles afin de déterminer des modèles. Dans un certain sens, l'étude peut être divisée en deux sections, 1) une analyse de la présentation par les médias chinois, combinée à une vérification des symboles politiques grâce à des textes d'association verbale auxquels ont été soumis des réfugiés et des Chinois de Hong Kong. À mon avis, la composante « association verbale » constitue le point faible de la méthodologie. Bien qu'il ne fasse aucun doute que les auteurs soient sensibles à la critique touchant l'emploi des interviews de réfugiés, leur rejet des arguments comme s'il s'agissait unique-